



# DIARIO

## DEL GOBIERNO DE CATALUÑA Y DE BARCELONA,

Del Sábado, 15 de Diciembre de 1810.

*San Eusebio Obispo y Martir.*

Las quarenta horas están en la iglesia de San Francisco de Paula, se expone á las ocho y media de la mañana, y se reserva á las quatro y media de la tarde.

DIA	TERMÓMETRO.	BARÓMETRO.	VIENTOS Y ATMOSFERA
13 á las 11 de la noche.	8 grad.	28 p. 5 l.	N. E. Sereno.
14 á las 7 de la mañana.	7	28 5	O. N. O. Nubecillas.
14 á las 2 de la tarde.	9	28 5	O. Idem.

### HABITANS DE L'INTENDANCE DE BARCELONNE,

S. Exc. Mgr. le Maréchal, Duc de Tarente, Général en chef de l'armée de Catalogne, et Gouverneur-général de cette Province, a pris en considération, lors de son arrivée dans son Gouvernement, les réclamations que lui ont présenté vos Administrateurs, sur le doublement de l'imposition dite du cadastre, et sur les 1 centimes pour francs qu'on avait ajoutés à ce doublement; il daigna leur promettre de convertir ce doublement du cadastre, en un mode de contributions qui, portant également sur le contribuable, en raison de ses facultés pécuniaires, fut réglé de manière à donner le moins possible accès à l'arbitraire dans la répartition; S. Exc. s'est en conséquence déterminée à introduire dans l'étendue de son Gouvernement le système de contributions adopté en France; elle vient d'établir une administration spécialement chargée, sous notre inspection particulière et immédiate, de concourir avec vos propres Administrateurs, tant à la répartition la plus exacte, et la plus impartiale des contributions, qu'à l'examen des réclamations particulières qui pourraient être faites. Ces administrateurs seront aidés dans leurs opérations par des commissaires spéciaux choisis par eux dans le sein de chaque commune, et nommés par nous, sous la qualification de commissaires répartiteurs. Vous reconnaîtrez dans cette détermination de S. Exc. et l'esprit de justice qui

caractérise votre illustre Gouverneur, et sa bienveillante sollicitude pour que chacun des individus appelés à subvenir aux charges publiques, n'en supporte sa *quote part* qu'en raison de ses propriétés et de ses facultés.

Sous l'ancien gouvernement de ce pays, vous avez vu renouveler, dans le cours d'une même année, les demandes d'un second, d'un troisième cadastre; vous n'aurez plus à cet égard à éprouver de pareilles demandes, le système des contributions directes établi en France est fixé; le budget publié au commencement de l'année n'est sujet à aucune variation.

Ces contributions consistent dans l'impôt foncier, établi sur les biens fonds; l'impôt personnel et mobilier; l'impôt sur les portes et fenêtres, et dans celui dit des parentes qui ne porte que sur les *negocians, fabricans et marchands*.

Le peu de temps qui reste de ce jour au premier janvier 1811, ne permet pas à l'administration des contributions directes d'établir, dans la forme où elles doivent l'être par la suite, l'imposition foncière, ni l'imposition personnelle et mobilière. S. Exc. Mgr. le Maréchal a décidé que ces deux impositions seraient provisoirement remplacées par le cadastre simple, augmenté d'un dixième, destiné tant au paiement des *Juges, Procureurs impériaux, Greffiers et Juges de paix*, qu'à celui des décharges et modérations qu'il pourrait être juste d'accorder sur l'impôt même; il sera de plus ajouté 5 pour cent au principal, qui seront employés, d'après les proportions qui seront arrêtées par nous, à faire face aux dépenses communales et autres frais.

L'impôt sur les portes et fenêtres, et celui dit des parentes seront payables pour l'an 1811 et mis en recouvrement à partir du mois de janvier prochain.

Ces impositions réunies seront d'un recouvrement plus facile que le cadastre et ses accessoires, et seront réparties d'une manière moins onéreuse pour les individus.

D'après ces considérations, et vu l'arrêté de S. E. Mgr. le Duc de Tarente, Général en chef de l'armée de Catalogne, et Gouverneur-général de cette Province,

Ledit arrêté pris à Gironne le 17 novembre 1810,

Vu les instructions particulières à nous données par S. Exc. et en vertu des pouvoirs à nous délégués par l'arrêté sus-daté; considérant d'ailleurs que la suppression du doublement du cadastre assure aux contribuables un soulagement très-sensible,

NOUS, INTENDANT DU CORREGIMENT DE BARCELONNE,

*Avons arrêté et arrêtons ce qui suit:*

ARTICLE I. La contribution cadastrale simple, et telle qu'elle se percevait en 1807 et années précédentes, continuera d'être perçue, pour l'année 1811, dans la ville de Barcelonne et dans les communes du ressort de notre Intendance.

ART. II. Il sera perçu, pendant ladite année 1811 trois vingtièmes au total au-dessus, et en sus de première imposition cadastrale.

Ces trois vingtièmes sont spécialement destinés au paiement des *Juges, Procureurs Impériaux, Greffiers et Juges de paix*, au remboursement des décharges et modérations qui pourraient être par nous accordées; et enfin à faire face aux dépenses communales et aux frais de perception.

ART. III. L'imposition simple du cadastre, et les trois vingtièmes du principal de cette imposition dont il vient d'être parlé, remplaceront, pour l'année 1811, l'impôt foncier et l'impôt personnel et mobilier.

-Ayuntamiento de Madrid

ART. IV. Il sera perçu, à partir du premier Janvier 1811, 11 francs 20 centimes par chaque porte cochère ou charretière et 1 franc 20 centimes par chaque fenêtre du premier et deuxième étage, enfin 75 centimes par chaque fenêtre du troisième étage.

Les fenêtres dites mansardes ne seront point taxées.

ART. V. Les maisons n'ayant qu'une porte et une fenêtre paieront la taxe d'une seule fenêtre du premier étage.

ART. VI. Les articles 4 et 5 ci-dessus ne sont applicables qu'à la ville et faubourgs de Barcelonne; nous nous réservons de fixer par un arrêté particulier, la taxe que devront supporter les autres communes de notre ressort, dans la contribution des portes et fenêtres et dans celle des parentes.

ART. VII. Les fabriques, usines et manufactures existantes, tant dans les villes que dans les communes rurales, ne sont assujetties à la contribution des portes et fenêtres que pour les fenêtres éclairant l'habitation; les fenêtres servant à éclairer les fabriques et ateliers seront exemptes de l'impôt.

Les fermes sont dans le même cas que les fabriques et usines; il ne sera compris dans le rôle de la contribution que les fenêtres du logement du fermier et de sa famille.

ART. VIII. Les hospices, hôpitaux civils et militaires, casernes, et tous les édifices et bâtimens servant à l'utilité publique, autres que les entreprises particulières, ne seront aucunement compris dans le rôle de cette contribution, et seront exemptés de toute taxe sur les portes et fenêtres.

ART. IX. Indépendamment et en sus de la taxe fixée pour la contribution de chaque porte et fenêtre, dans l'article 4 ci-dessus, il sera ajouté au principal de chaque quote d'imposition dix pour cent, spécialement destinés aux dégrèvemens, aux frais de confection de rôles et à ceux de perception.

#### PATENTES.

ART. X. Tout négociant en gros, entrepreneur, marchand détaillant, ouvrier autre que ceux travaillant à la journée, seront assujettis à un droit de patente dans toute l'étendue du ressort de notre administration.

ART. XI. Les patentes seront divisées en sept classes, et la fixation du droit que devra payer chaque classe, est et demeure déterminée pour la ville de Barcelonne pendant l'an 1811, ainsi qu'il suit:

La 1.<sup>re</sup> classe payera 240 francs; la 2.<sup>e</sup> 80; la 3.<sup>e</sup> 60; la 4.<sup>e</sup> 40; la 5.<sup>e</sup> 32; la 6.<sup>e</sup> 24; la 7.<sup>e</sup> 16.

ART. XII. Les contribuables sujets à la patente de l'une des cinq premières classes, payeront en sus du droit principal de la patente ci-dessus énoncé le dixième de l'évaluation du loyer de leur habitation, ateliers, laboratoires, et magasins en dépendant ou servant à leur exploitation.

ART. XIII. Tous les contribuables astreints au droit de patente payeront en sus du principal de la patente, et ceux compris dans les cinq premières classes, en sus tant du principal de la patente, que du droit proportionnel du dixième du loyer d'habitation, cinq centimes par franc, ou le vingtième du total.

ART. XIV. La somme de cinq centimes par franc du vingtième



dont il est parlé en l'article ci-dessus, sera réservé pour faire face aux dégrèvements qui pourraient être accordés par nous, d'après des demandes justement motivées et reconnues fondées, tant par les Maires des Communes, que par le Directeur des contributions.

ART. XV. Il sera fait un état de classement des professions assujetties au droit de patentes, le quel état contenant le numéro de chaque classe auquel la profession appartient sera par nous arrêté et déposé au Secrétariat de la Commune, et chez le Percepteur des contributions.

ART. XVI. Tous les contribuables sujets au droit de patente auront la faculté de se faire représenter cet état de classement, et de vérifier s'ils sont compris dans la classe à laquelle ils appartiennent; ils pourront de même vérifier le montant de la patente à laquelle ils seront assujettis sur le rôle de cette contribution, rendu par nous exécutoire et remis au Collecteur.

ART. XVII. Toutes les contributions ci-dessus, tant celle dite du Cadastre que celle sur les portes et fenêtres, et le droit de patentes, seront payables par douzième, pour la facilité des contribuables, et chaque douzième sera exigible au 30 de chaque mois à partir du 30 Janvier 1811.

ART. XVIII. Le recouvrement de la contribution des portes et fenêtres et celui du droit de patentes se fera par le Collecteur chargé du recouvrement de la contribution du Cadastre, et sous sa responsabilité.

Ce Collecteur sera tenu de justifier des poursuites qu'il aura faites contre les contribuables en retard de payer.

ART. XIX. Aussitôt que le quart du prix total de chaque patente sera payé, le Collecteur sera tenu de remettre au contribuable, et moyennant 90 centimes pour tout droit, un certificat imprimé et timbré dont le papier lui sera fourni par l'administration des Domaines et du timbre; ce certificat constatera le paiement des termes échus de la patente; et celui au profit duquel il aura été délivré, le fera signer et enregistrer à la maison de ville et sans frais, quelconques. Dès lors le contribuable pourra librement exercer son commerce, tant dans le lieu de son habitation que partout ailleurs, en effectuant cependant avec exactitude les autres payemens de sa patente, à mesure de leur échéance.

ART. XX. Au moyen du paiement du cadastre simple, des impositions accessoires telles qu'elles se payaient en 1807 et antérieurement, de celles sur les fenêtres et du droit de patentes, le doublement du cadastre demandé par S. E. Mgr. le Maréchal Duc de Castiglione, et les 51 deniers catalans ajoutés depuis à ce doublement sont et demeurent supprimés à partir dudit jour premier Janvier 1811.

Fait et arrêté par nous à Barcelone le 10 Décembre 1810.

*Signé, A. DE LUPPE.*

Pour copie conforme,

*Le Secrétaire général de l'Intendance, PARIS-LASPLAIGNES.*

## NOTICIAS PARTICULARES DE BARCELONA.

La opinion publica en Ta agona misma empieza á sacudir el yugo de los gefes que oprimen esta ciudad. Se han fixado en las esquinas de sus calles el pasquin siguiente:

» Que ha fet O-Donnell, catalans? Atropellar la provincia, y desterrar  
 » de ella als mes distingüis en patriotisme, ¡qué horror! Que mes ha fet  
 » O-Donnell? En lo pla de Vich perdé quatre mil homens; se culpa à Garcia  
 » Conde, y se li encarrega en seguida la plassa de Lleyda. En Margalef va  
 » pérdrer cinch mil homens de la millor tropa, altus tants en Lleyda,  
 » y no pochs en Mcquimensa. Ab divuyt mil soldats armats contemplaba  
 » O-Donnell la rendició de Hostaltich, y la infame entrega de Lleyda. Y qué  
 » dirén de Tortosa? infelis Tortosa, sens socorro ni ajuda, qué desgracia!  
 » Divagar las tropas per lo Empurdá y Cerdanya, no socorrer à Tortosa,  
 » y dexar saquejar lo pla de Urgell y Segarra, y altres paratjes, qué dolor!  
 » qué crueltat! se culpa à Ibarrola, pero no sabia O-Donnell la situació  
 » del estreit de la Riva si su estaba ~~mirando~~ se trenca lo pont de Sant Celoni,  
 » y tots los camins per impedir la entrada del comboy, y se fa com feu  
 » Irazo, retirar las nostres valerosas tropas per dexar lo pas libre, que  
 » vileza! Y las quaranta mil armas promesas à la Provincia, ahont son?  
 Este es el pazquin tal qual ha sido fixado.

¿Dónde estan estas quaranta mil armas? En Inglaterra; y estas no llegarán en Cataluña. ¿Acaso el ministro ingles quiere que la Cataluña resista al poder de las armas francesas? No, la guerra se hubiera concluido; Cataluña dexaria de destrozarse por sus propias manos; Este ministro le muestra socorros, la abruma de promesas; pero no ve por cambio de pesos fisicos sino las armas de mala qualidad, y la pólvora aventada que le subministra, calculando siempre sus adelantamientos, como un comerciante calcula sus especulaciones. La del ministro ingles es la pérdida de Cataluña; un frances, y un catalan que se matan uno à otro, son dos enemigos menos para la industria inglesa; he aqui la especulacion que sostienen todos los gefes vendidos à este ministro. Ellos la sostienen por la violencia, por la toma de la juventud, por el latrocinio de todas las riquezas, que amontonan en sus arcas hasta que finalmente llegue el instante de haberse de escapar de la justa indignacion del pueblo? Hay ninguno que crea que ellos estiman las buenas circunstancias de los catalanes, y quieran dirigir su natural valor, y enseñarles el arte de una defensa regular? No, ¡no hay sino los franceses que, sin tenerles por enemigos, les estimen mucho, para desear verles unidos à ellos contra sus comunes enemigos.

Españoles, Ingleses, é Irlandeses, todo este se cree ser muy superior al Pueblo catalan, cuya buena fe engañan cada dia, é irritan las vivas pasiones, pero poco ilustradas. ¿Y porque se imprimen gacetas extraordinarias, con firma de O-donell, de Bassecour, de Caro, que Massena y otro mariscal Francés, han baxamente rendido todo su ejército à los Ingleses? ¿Porque mandan que se hagan fiestas en Tarragona? ¿Porque hacen empavesar sus embarcaciones para estas noticias, quando ellos mismos saben que Massena ha entrado en Lisboa, y que el ejército Inglés ha huido à su presencia?

¿Porque imprimen ellos que el Mariscal Macdonald partió de Gerona para Francia, llamado por el Gobierno, y reemplazado, quando toda Barcelona ha visto nuevamente à este mismo Mariscal dentro de sus murallas, y le ha visto tambien partir otra vez con todo su ejército hacia el poniente de Cataluña? ¿Porque imprimen ellos que este convoy que el ejército del Señor Mariscal ha conducido se reduce à ciertos carros que se han escapado de un choque, quando toda Barcelona ha podido ver y contar todo lo que lo componia; quando todos los moradores de pais han sido testigos en el camino, que en ningun parage ha tenido la menor resistencia, quando del todo asombrados de semejante cobardia se persuadian, y gritaban que esto era una traicion?

Sí, esta era una traicion, no comprada con dinero por los Generales Franceses que no tienen necesidad de gastar de esta manera el dinero que tienen para sus tropas; pero dicrada por el cálculo de la avaricia Inglesa; en todas las partes será lo mismo. Tortosa tal vez actualmente está en medio del fuego de resultas de este cálculo. La artillería Francesa destruirá Tarragona; porque el Gabinete de Lóndres pide su destruccion, y habrá hecho un artículo de las instrucciones de los agentes que tiene en Cataluña. Doyle lo sabe bien; por esto ha empezado ya segun los cálculos de todo prudente inglés, à ponerse à cubierto y retirarse de esta infeliz ciudad, donde dexa sus fautores, para que se disputen la autoridad, lo sacrifiquen todo à su interes individual, hasta que se vean obligados à huir, y vayan à partirse pacificamente, en un rincon de la Inglaterra, el fruto de sus rapiñas, y abandonen los infelices habitantes engañados, que llevarán tras de ellos à la compasion insultante del ministro Inglés que ha tenido ya la atencion de prepararles una habitacion en Lóndres en la casa de Bedlam.